

Armes chimiques en Syrie : un nouvel incident du Tonkin ?

SIBIALIRIA

[envoyer par mail](#)[Share](#) 233

2 septembre 2013

Article en PDF: 

L'opposition syrienne a accusé les forces du gouvernement d'avoir bombardé au gaz innervant durant leur sommeil une centaine de civils dans la zone de Ghouta près de Damas, à l'aube du 21 août (coïncidence temporelle avec l'arrivée des inspecteurs de l'ONU et la réunion du conseil des ministres européen, comme ce fut le cas lors de beaucoup d'autres dénonciations de massacres). La réaction internationale ne se fit pas attendre, y compris la convocation du Conseil de Sécurité de l'ONU. Sur la supposée attaque, il existe plusieurs versions, quelques vidéos tragiques et controversées, et aucune indication objective sur ce qui a pu se passer et quels sont les responsables.



Encore une fois, parmi les premiers à diffuser l'information, la chaîne saoudienne Al-Arabiya, qui n'en est pas à son premier épisode de manipulation. L'émettrice rend publique deux versions de ce qui s'est passé : dans la première, les victimes seraient 280, et dans la seconde, 1.188. D'autres chiffres sont fournis par le Conseil révolutionnaire militaire : 1.300 morts, par la Coalition nationale syrienne : 650,, des Comités de coordination locales : 750.

L'Observatoire Syrien de Londres cite un nombre plus restreint de victimes (comme les vidéos semblent d'ailleurs le montrer), mais insiste sur la présence de beaucoup d'enfants. L'information sera ensuite diffusée par Reuters, AP, AFP, qui parlent de 1.188, 100, 1.100 morts mais qui précise qu'il s'agit de faits « non vérifiables ». Médias Mainstream, diplomates et même des sources de l'opposition doutent qu'il s'agisse de l'armée syrienne.

D'autres organes d'informations, experts et diplomates semblent également prendre leurs distances.

L'expert dans le domaine des armes non conventionnelles Gwyn Windfield, dans une interview à Repubblica le 22 août, soutient que « l'attaque aux agents toxiques hier en Syrie semble posséder toutes les caractéristiques d'un nouvel incident de Tonkin. Un « casus belli » créé de toute pièce pour justifier une intervention militaire des puissances étrangères, comme ce fut le cas en 1964, qui autorisa l'intervention des USA au Vietnam ». L'auteur du massacre n'est pas Assad : « Il est dur à croire que le régime d'Assad lance une offensive de ce type au moment même où les inspecteurs de l'ONU arrivent à Damas, chargés d'enquêter sur des armes chimiques. Comme chaque homicide, l'enquêteur devrait se demander : qui prodest (à qui profite le crime) ? Il ne profite certainement pas au régime, qui dans tous les cas de figure sera inculpé ».

Winfield considère qu'il peut s'agir d'un accident lié à l'usage d'un agent anti-émeute de la part d'une des nombreuses factions dissidentes de l'Armée Libre Syrienne.

Le correspondant de la BBC Frank Gardner, à qui la « coïncidence » met la puce à l'oreille, se demande : « pourquoi le gouvernement d'Assad, qui a récemment récupéré du terrain sur les rebelles, devrait-il effectuer une attaque chimique, alors que les inspecteurs des Nations Unies sont dans le pays ? »

Le diplomate suédois et ex-inspecteur de l'ONU Rolf Ekeus, a déclaré à Reuters : « Il serait tout à fait étrange que ce soit le gouvernement qui soit à l'origine de cela, au moment exact où des inspecteurs internationaux entrent dans le pays... Tout du moins, ça ne serait pas fort intelligent. »

Ake Sellstrom, suédois lui aussi, expert en armes chimiques, qui dirige le groupe d'inspecteurs, a été étiqueté comme « suspect » le grand nombre de morts et de blessés.

Même sur le Jerusalem Post, Charles Lister, analyste de l'IHS Jane's Terrorism and Insurgency Center, déclare : « logiquement, ça n'aurait pas beaucoup de sens pour le gouvernement syrien d'utiliser des agents chimiques dans un moment pareil, en particulier dans un lieu relativement proche de la ville où se trouve l'équipe des Nations Unies ».

Monseigneur Silvano maria Tomasi, observateur permanent du Saint Siège à l'ONU à Genève : « On ne peut pas, à mon avis, partir d'un préjugé, en disant que un tel ou un tel est

responsable. Nous devons éclaircir cette histoire, car d'un point de vue d'intérêts immédiats, le gouvernement de Damas n'a aucunement besoin d'une telle tragédie, sachant qu'il en sera tout de même inculpé directement. Comme dans le cas des enquêtes sur un homicide, il faut se poser la question : à qui profite réellement ce genre de crimes inhumains ? »

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères russes, Alexander Lukashevick, a parlé d'une « provocation planifiée », avec une campagne agressive orchestrée comme sur commande par les médias régionaux, jetant la culpabilité sur le gouvernement. Le ministre russe, citant ses sources, avance l'hypothèse qu'un missile artisanal contenant des substances chimiques non identifiées ait été lancé depuis une zone contrôlée par l'opposition (comme ceux qui auraient été utilisés en mars dernier dans le massacre de Khan el Assal, pour lequel le gouvernement syrien a demandé une enquête des inspecteurs de l'ONU, ndr)

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a étiqueté comme « fausses » les accusations, et destinées à « empêcher la commission d'enquête internationale de remplir son devoir et d'en influencer le rapport ».

Encore plus détaillé, le site d'information (non philo-gouvernementale) SyriaTruth relie l'épisode à un projet organisé par les « brigades turkmènes » de Lattaquié et Damas, en particulier « le drapeau de l'Islam » et « les brigades des descendants du prophète ». Selon les sources de l'opposition syrienne à Istanbul et des sources turques, ces groupes auraient réussi à obtenir des éléments chimiques pour les utiliser dans des « massacres sur commande » dans la campagne de Lattaquié pour commettre des massacres de nettoyage confessionnel et à Damas pour alimenter la campagne médiatique internationale. En particulier comme révélé dans une déclaration publiée le 14 août dernier le massacre dans les environs de la capitale aurait été mis en œuvre au début de la troisième semaine d'août, pour coïncider avec l'arrivée d'une équipe de la commission d'enquête internationale à Damas. La coïncidence entre ce qui est écrit et ce qui s'est produit est déconcertante.

Les « témoignages » et les vidéos

Les vidéos et les photos diffusées montrent des scènes dramatiques, mais qui suscitent beaucoup de doutes. Un examen complet en sera fait dans un article ultérieur.

1. En attendant, admettant que l'attaque ait effectivement eut lieu, et qu'elle puisse avoir eu lieu aux premières heures du 21 août, ce que soutiennent les sources de l'opposition, comment est-il possible que certaines vidéos aient été mises en ligne le 20 août ? Selon tous les sites d'opposition, les bombardements aux armes chimiques ont commencé le 21 août à 3h du matin. Cette vidéo diffusée sur les pages de l'opposition montrent les secours aux victimes de l'attaque chimique, et a été mise en ligne le 20 août 2013 sur YouTube, et les images sont clairement tournées à la lumière du soleil en plein jour. Cette vidéo a été publiée sur la page « Révolution Syrienne » plus de 19 heures avant la présumée attaque chimique.

Ces vidéos ont tous été mis en ligne le 20 août

2. Comment est-il possible que dans une zone fortement contaminée – comme ce devrait être le cas dans celle qui nous intéresse, frappée par des armes chimiques de ce type – des civils entrent tranquillement, et sans protection, comme on le voit dans plusieurs vidéos, et que ce qu'on nous présente comme un médecin ou paramédical qui s'active, sans même enlever les vêtements encore contaminés aux victimes, alors qu'il est normalement nécessaire d'attendre plusieurs heures voir des jours avant d'y accéder ?
3. Ce jour-là, dans cette zone, des vents ont été mesurés entre 23 et 25 km/h : une condition météorologique techniquement peu adaptée à une attaque chimique, car le vent aurait causé un nombre important de victimes dans les zones environnantes.
4. Pourquoi dans certaines vidéos on voit des images déjà diffusées lors des massacres en Egypte et certains corps sont présentés dans plusieurs scènes et dans des positions différentes ?
5. Il n'y a aucune preuve que ces vidéos aient été tournées en Syrie et à cet endroit précis. Par ailleurs, il n'y a pas de vidéo des morts dans leurs maisons ou en train d'être emmenés ailleurs.
6. Qu'injectent donc certaines personnes (elles-aussi présentes sans aucune protection dans une zone théoriquement contaminée) dans une des vidéos aux victimes ?

7. Les témoignages sur la « véracité » de l'attaque aux gaz innervants sont essentiellement anonymes. Pas tous. Repubblica, par exemple, interroge Elisa Fangareggi, présidente d'une association fondée en mars 2013 pour travailler dans les camps de réfugiés. Elle rapporte les témoignages des médecins syriens de son association (et affirme qu'ils sont très peu qualifiés en Syrie, ce qui est tout à fait faux), et répète ce que l'on sait déjà sur les effets du gaz innervant sur les victimes arrivées à l'hôpital : incontinence urinaire et défécation. Mais aucune des vidéos qui peuplent le web ne montrent cet effet sur les habits des victimes présumées ici. Sans parler des symptômes qui se veulent représentés [ici](#) ou [ici](#).

8.

Ici, on interviewe sous anonymat un homme : il se dit médecin et dit travailler pour la susdite association dans un hôpital à 5 km de Damas, près de Ghouta, et prétend avoir secouru beaucoup de personnes victimes du gaz sarin, dans l'hôpital en coordination avec d'autres hôpitaux, comptant un total de 1.300 morts dont 300 enfants (outre les innombrables blessés incurables). Mais de quels hôpitaux parle-t-il ? Des hôpitaux publics ? Les vidéos ont-elles été tournées dans ces hôpitaux ? Pourquoi les vidéos ne semblent-elles pas montrer de scènes dans des hôpitaux ?

9. Parmi les victimes civiles, on compte en tout, selon le témoignage de sources de l'opposition sur SyriaTruth, 17 femmes et 33 ou 34 enfants, tandis que les autres sont des hommes armés. Où se trouvent le reste des familles ? Que faisaient donc à 3h en pleine nuit autant d'enfants rassemblés puisqu'il s'agit d'une zone de conflit, sans écoles ni lieux de rassemblement ? Pourquoi dans certaines vidéos, on voit des mamans cherchant leurs enfants parmi les cadavres ? Pourquoi les enfants sont au sol, comme s'il n'étaient pas à l'hôpital ?

Cui Prodest ? Les circonstances et les coïncidences pour un Casus Belli

1. Déclencher une attaque au gaz, de plus d'une manière aussi incroyablement massive, avec beaucoup de victimes civiles, signifierait offrir aux pays « intéressés » une excellente raison pour outrepasser cette « [ligne rouge](#) » fixée par Obama, au-delà de laquelle il y aurait une no-fly zone et des bombardements successifs ; ou tout du moins offrir à l'opposition et aux pays qui la soutiennent le droit de continuer à exercer une très forte pression politique, économique et militaire ; les USA eux-mêmes ont décidé de ravitailler en armes les opposants juste après avoir soutenu être en possession de preuves de l'utilisation des armes chimiques par le gouvernement syrien.
2. Le 18 août, le groupe d'invités des Nations Unies en Syrie est arrivé pour vérifier l'utilisation d'armes chimiques dans le pays. Et exactement durant ces jours-là, les troupes se trouvaient dans les environs de la capitale, tandis que l'armée conquerrait à nouveau du terrain même dans cette zone qui était depuis un bon moment sous contrôle de l'opposition. Quel sens aurait donc une attaque pareille de la part de l'armée arabe syrienne ?
3. Une autre coïncidence : la réunion du Conseil des ministres de l'Union Européenne était fixée pour le 21, et la Syrie était à l'ordre du jour.

4. Réfléchissons donc : la zone intéressée (les villages de Zamalka et Ein Tarma) est très proche à la fois des zones résidentielles principales de la capitale, habitée majoritairement par des syriens pro-gouvernementaux, et de l'aéroport militaire de Mezzeh. Pourquoi, dès lors, aurait-il fallu lancer une attaque chimique au grand air, sachant pertinemment que les effets se seraient diffusés jusqu'à 10 km à la ronde et donc dans ces zones ?
5. Enfin, si l'armée syrienne avait eu l'intention d'utiliser des armes chimiques depuis deux ans et demi, elle aurait eu plusieurs occasions propices, en particulier il y a un an quand elle combattait contre près de 3.000 éléments des brigades armées encerclées à Jabal al-Zawi, dans les montagnes, entourés de forêts. Là, une attaque chimique aurait non seulement résolu la situation rapidement, mais elle serait également passée relativement inaperçue, mais il n'en fut rien, alors pourquoi le faire maintenant dans une zone qui se trouve sous la loupe internationale ? »

Une histoire qui se répète

S'ensuit un tableau sur une partie seulement des alertes aux armes chimiques en Syrie (sans parler de la guerre déclenchée par Bush en Irak en 2003 sous prétexte des armes de destruction massive). Dans plusieurs cas, elles ont eu un effet favorable sur l'opposition armée.

Rappelons que plusieurs massacres ont été régulièrement dénoncés par l'opposition exactement en concert avec des réunions internationales importantes.

TABLEAU D'ALERTE AUX ARMES CHIMIQUES.

Extrait de Repubblica avec quelques ajouts.

- 20 août 2012 : Il y a exactement un an, le président des USA, Barack Obama, menaçait d'intervenir si le régime d'Assad dépassait la « ligne rouge » et utilisait des armes chimiques.

En décembre 2012, l'OTAN devait décider d'installer des missiles Patriot en Turquie. La semaine précédente, on assiste à une augmentation d'alertes d'armes chimiques. Elles auraient été préparées pour être utilisées par des bombardiers syriens. Du coup, les perplexités de la Hollande et l'Allemagne s'évaporent, et les Patriot sont installés, avec l'excuse comme quoi elles serviront à défendre la Turquie d'éventuelles attaques chimiques.

- 19 mars 2013 : au moins 30 personnes meurent lorsqu'un missile, supposément chargé de composants chimiques, frappe Khan al-Assal, dans la province septentrionale d'Alep. Le gouvernement et les rebelles s'accusent mutuellement de l'attaque.

25 avril : Les Services de Renseignement des USA affirment avoir des indices sur l'utilisation d'armes chimiques par le régime. Le secrétaire d'état John Kerry précise qu'ils ne disposent cependant pas de preuves irréfutables.

- 6 mai : Carla del Ponte, ex procureur chef du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, parle de preuves de l'utilisation de gaz Sarin par les rebelles syriens.

- 18 mai : Assad accuse dans une interview l'Occident d'utiliser l'excuse des armées chimiques pour justifier une attaque contre la Syrie, comme ce fut le cas en Irak.

- 11 juin : Les Nations Unies acceptent l'invitation du gouvernement de Damas à se rendre en Syrie pour enquêter sur l'utilisation d'armes chimiques à Khan al-Assal.

- 14 juin : Les USA annoncent que leurs Services de Renseignement confirment les dossiers sur l'utilisation des armes chimiques de la part du régime et commencent à fournir un soutien militaire aux rebelles.

- 9 juillet : La Russie annonce que ses experts ont prélevés des échantillons de gaz Sarin utilisés par les rebelles à Khan al-Assal et fournit un dossier de 80 pages à l'ONU, la Chine, la France, les USA et le Royaume Uni.

- 24 juillet : Ake Sellstrom, chef de la commission d'enquête de l'ONU, et Angela Kane, haut représentant de l'ONU pour le désarmement, se rendent en Syrie pour négocier les termes de l'enquête.

- 18 août : une équipe de 20 membres, guidée par Sellstrom, arrive à Damas pour mener des enquêtes dans les trois sites qui auraient subi des attaques chimiques.

- 21 août : les forces d'opposition accusent le régime d'avoir utilisé du gaz innervant dans les faubourgs orientaux de Damas. Une réunion du Conseil de Sécurité de l'ONU est convoquée d'urgence sur demande des USA, de la France et de la Grande Bretagne.

Source originale : [Sibialira](#)

Traduit de l'italien FL pour Investig'Action

Source : [Investig'Action](#)

[Armes chimiques - Syrie](#)

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)